

Urgence complexe dans la région du Kasai, R.D. Congo

Rapport de situation No.11 (en date du 11 août 2017)



Ce rapport a été produit par OCHA RD Congo en collaboration avec les partenaires au Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental. Il couvre la période du 29 juillet (date suivant la parution du Sitrep n°10) au 11 août 2017. La région du Kasai fait ici référence aux provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, de la Lomami et du Sankuru.

Faits saillants

- La Coopération Suisse a annoncé un financement de 1,3 millions de dollars américains pour l'assistance humanitaire dans la région du Kasai.
- Quelque 2,8 millions de personnes sont en grave insécurité alimentaire dans les provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru, selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).
- Dans la Province du Kasai 149 incidents de protection ont été rapportés au mois de juillet (atteintes à l'intégrité physique, aux libertés, violences sexuelles etc.) ainsi que 12 conflits intercommunautaires, selon les acteurs locaux.
- Le climat sécuritaire déjà tendu s'est davantage crispé ces derniers jours dans certaines zones en raison des craintes de violences suite aux appels à manifester sur tout le territoire national lancés les 8 et 9 août ; cependant aucun incident majeur n'a été rapporté.

Région des Kasai - Carte administrative



Source : OCHA RDC
Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies

1,4 M

Personnes déplacées internes¹

271 687

Retournés²

130 000

Membres des communautés hôtes/familles³

156 000

Personnes couvertes par l'assistance d'urgence en cours⁴

33 132

Congolais ayant fui vers l'Angola⁵

¹ 1 414 921 déplacés internes en date du 10 août 2017. Dont 1,1 million de déplacés pris en compte dans l'outil *Htools*. Les alertes concernant les 300 000 personnes restantes sont en cours d'analyse. Dans le contexte volatile de la région du Kasai, les mouvements de populations sont actuellement dynamiques et complexes (avec parfois des déplacements pendulaires, préventifs ou multiples). Ceci rend la distinction entre personnes déplacées et retournées difficile à faire.

² Il s'agit de : 140 000 retournés dans les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami (entre janvier et mai 2017), auxquels s'ajoutent 122 000 retournés dans la province du Kasai Central (juillet 2017) et 9 000 retournés dans la province de la Lomami (début août).

³ Ce nombre de membres des communautés hôtes/familles se réfère exclusivement aux zones qui ont bénéficié d'une évaluation des besoins.

⁴ En date du 26 juillet, selon un état des lieux provisoire réalisé par OCHA.

⁵ Source: Inter Agency operational update, 8 août 2017.

Pour plus d'informations, voir "contexte de la crise" à la fin de ce rapport

www.unocha.org

La mission du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace dans le respect des principes humanitaires en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux.

La coordination sauve des vies

Aperçu de la situation

Dans le contexte volatile de la région du Kasai, de nouveaux déplacements internes de population fuyant les violences continuent d'être rapportés depuis le [dernier rapport](#), avec d'une part 115 000 nouveaux déplacés, et d'autre part 131 000 nouveaux retournés (autrement dit, des déplacés ayant pu rentrer vers leurs zones d'origine). Ces mouvements de retour sont rendus possibles dans certaines zones grâce à une accalmie sécuritaire et parfois à des sensibilisations faites par la société civile, mais ils ne traduisent pas pour autant une amélioration de la situation humanitaire. En effet, les retournés – qui ont tout perdu et connu des conditions précaires pendant leur déplacement - ont besoin d'assistance au même titre que les personnes déplacées internes.

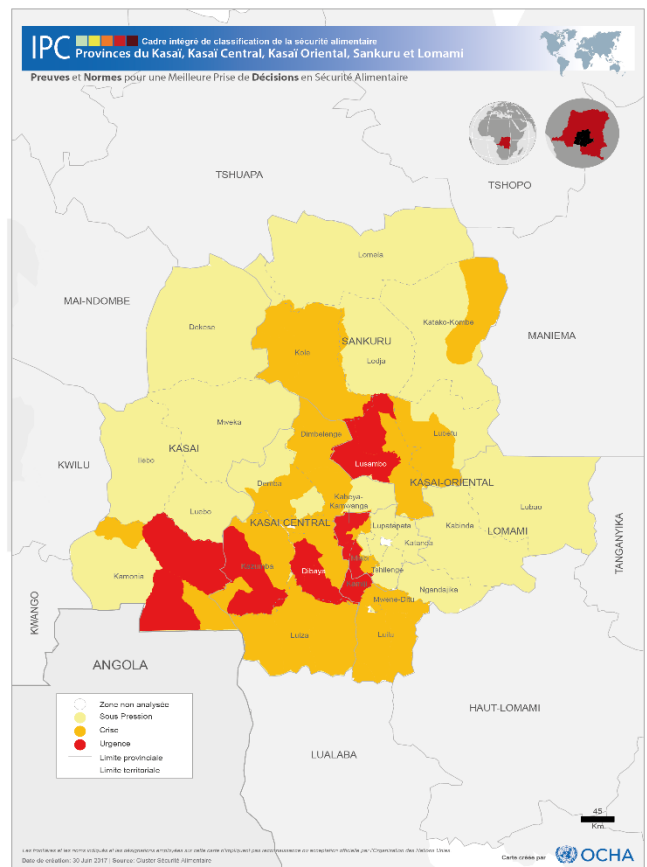
Les nouveaux déplacements internes rapportés ont eu lieu dans la province du Kasai Central (114 000 déplacés) et dans la province du Kasai (1 000 personnes). Ces déplacements sont principalement liés à des tensions intercommunautaires et à des attaques de miliciens. Concernant les mouvements de retour, ils ont eu lieu dans la province du Kasai Central (122 000 personnes dans la ville de Kananga) et dans la province de la Lomami (9 000 retournés dans le territoire de Kamiji). Des mouvements de retours spontanés de l'Angola sont observés à Kamonia. Le gouvernement provincial du Kasai a signé un accord avec l'Angola le 29 juillet afin de faciliter le retour des congolais qui y avaient trouvé refuge. Compte tenu de ces divers dynamiques, le nombre total de déplacés dans la région du Kasai reste globalement stable à 1,4 million de personnes, tandis que le nombre total de retournés atteint plus de 271 000 personnes.

Quelque 2,8 millions de personnes sont en crise alimentaire et de moyens d'existence aiguë dans les provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru (voir carte ci-contre), soit une augmentation de 600 pourcent entre juin 2016 et juin 2017, selon les données du 14^{ème} et du 15^{ème} cycles du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

Il s'agit de près d'1, 8 million de personnes en « crise alimentaire » (phase 3) et environ 1 million de personnes en « urgence alimentaire (phase 4). Ainsi la région du Kasai compte 36 pourcent des 7,7 millions de personnes en insécurité alimentaire sur l'ensemble du territoire national. Cette situation qui résulte des conflits armés, de l'insécurité et des déplacements, privent les populations de leurs moyens d'existence (deux saisons agricoles ont été manquées). A cela s'ajoute la dépréciation du franc congolais qui a entraîné une forte baisse du pouvoir d'achat, et s'est greffé à un contexte de pauvreté antérieur à la crise.

Malgré une amélioration progressive du contexte sécuritaire, la problématique de la protection demeure une préoccupation majeure. Dans la province du Kasai, 149 violations ont été rapportées par une source locale en juillet (pillages, atteintes à l'intégrité physique ou aux libertés, violences sexuelles etc.). De plus, 12 conflits intercommunautaires impliquant les personnes déplacées et les résidents, ont été signalés par les acteurs de protection, principalement dans les territoires de Tshikapa et de Kamonia. Outre les incursions des groupes armés, des arrestations et détentions arbitraires de population civile par les Forces Armées de la RD Congo (FARDC) dans le cadre de la sécurisation de la province, selon le rapport du cluster protection provincial du 7 au 11 août. Des cas similaires se seraient produits dans la province de la Lomami, alors même que de nouvelles unités des FARDC se déploient dans la zone.

La poursuite des efforts pour résoudre les conflits qui sont à l'origine des besoins humanitaires reste primordiale. Selon des consultations réalisées le 26 juillet dans la ville de Tshikapa par les ONG RCN Justice & Démocratie (RCN J&D) et Travail et Droits de l'Homme (TDH), les principales recommandations des



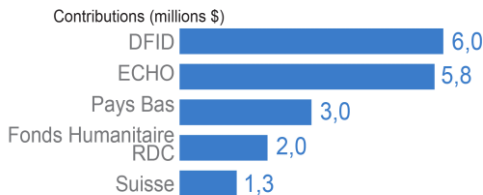
communautés concernant la cohabitation pacifique sont: la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de la région ; la sécurisation des provinces pour permettre aux chefs coutumiers et aux populations de retourner dans leurs milieux ; le lancement d'un processus crédible de médiation incluant un dialogue franc entre chefs coutumiers ; et la vulgarisation des lois sur le statut du chef coutumier.

Financement



18,1 millions

FONDS ANNONCÉS (\$)



La Coopération Suisse a annoncé un financement de près de 1,3 million de dollars américains (1,2 million de francs suisses) pour l'assistance humanitaire dans la région du Kasai. Avec ce nouveau financement, le montant total des financements annoncés s'élève désormais à 18,1 millions de dollars américains (voir graphique ci-contre), soit 28% des 64,5 millions de dollars requis dans l'Appel Eclair lancé en avril dernier pour la réponse dans la région du Kasai.

L'UNICEF a bénéficié d'une mise à disposition des fonds DFID pour une réponse dans le domaine de l'éducation. La mise en œuvre des financements alloués demeure essentielle pour permettre aux populations dans le besoin d'en bénéficier le plus rapidement possible. Pour rappel, les financements actuellement en cours de mise en œuvre sur le terrain représentent 7,4 millions de dollars, soit 11% du montant total requis dans l'Appel Eclair. Au regard de l'urgence des besoins humanitaires sur le terrain, il est essentiel que les donateurs ayant manifesté un intérêt pour le financement de la réponse finalisent le processus d'allocation des fonds au plus vite.

Réponse humanitaire

La présence croissante d'ONG soit pour des missions exploratoires, soit pour la mise en œuvre des projets, ainsi que l'amélioration progressive du contexte sécuritaire favorise un meilleur aperçu des besoins humanitaires. Toutefois, certaines zones restent à évaluer. C'est le cas de plusieurs aires de santé dans le territoire de Kamiyi et dans la partie Sud-Est du territoire de Luilu (Province de la Lomami) et du territoire de Luebo (province du Kasai). L'amélioration progressive de l'accès sécuritaire devrait y favoriser des évaluations multisectorielles.



Abri d'urgence/ Articles Ménagers Essentiels (AME)

- A la fin du mois de juillet, l'ONG Norwegian Refugee Council a assisté environ 2 000 ménages dans les communes de Nganza, Katoka et Kananga dans la ville de Kananga, avec des articles ménagers essentiels à travers une foire mixte en marché ouvert incluant également des vivres.

382 875

Personnes ciblées par l'assistance en AME (selon l'Appel Eclair)



Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- Dans la province du Kasai, territoire de Tshikapa, 35 669 personnes ont accès à un paquet Eau Hygiène et Assainissement (EHA) alors que 1 844 ménages ayant des enfants malnutris ont reçu des kits EHA. Ces activités sont mises en œuvre par l'ONG Action Contre la Faim (ACF), sur financement du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), à travers le Fonds de Nations Unies pour l'Enfance, UNICEF.
- Dans la province du Kasai Oriental, 22 312 personnes (sur 19 922 personnes ciblées initialement) ont bénéficié d'un paquet d'aide et de sensibilisation en EHA dans les territoires de Kabeya Kamuanga et Miabi, dans le cadre d'un projet UNICEF exécuté par l'ONG congolaise APEDE grâce à des fonds du CERF.

283 732

Personnes ciblées par l'assistance en EHA



Education

- Dans la province du Kasai Central, 1 608 élèves finalistes vulnérables dans 66 écoles des communes de Nganza et Katoka (ville de Kananga) ont bénéficié du paiement de leurs frais pour les examens de fin du cycle primaire par NRC. Dans ces deux communes, le taux de déperdition scolaire est de 65,4% pour Nganza et 40,5% pour Katoka.

41 964

enfants ciblés par l'éducation d'urgence (selon l'Appel Eclair)

- Le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel a procédé à la formation de 60 formateurs sur l'Education pour la paix, à raison de 20 par site à Tshikapa (province du Kasai), Kananga (province du Kasai Central) et Mbuji-Mayi (province du Kasai Oriental). Cette activité est mise en œuvre dans le cadre d'un projet financé par UNICEF.

Nutrition

- Depuis le mois de janvier 2017, 18 443 personnes ont bénéficié d'une prise en charge de la malnutrition aiguë, dans les provinces de la région Kasai, parmi lesquelles plus de 8 036 enfants. L'Appel Eclair lancé à la fin du mois d'avril avait initialement ciblé un total de 4 513 enfants.
- Dans la province du Kasai Oriental, l'ONG APEDE met en œuvre plusieurs activités dans le cadre d'un projet UNICEF financé par le CERF : formation de 74 prestataires sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PICMA) ; formation de 300 relais communautaires en dépistage et orientation de cas de malnutrition aiguë sévère, à raison de 20 par aire de santé ; l'approvisionnement en intrants nutritionnels, outils et matériels de PCIMA. Ces activités sont menées dans 15 aires de santé des zones de santé de Kabeya Kamuanga, Miabi et Tshilundu où les partenaires du gouvernement, la Division provinciale (DPS) et le Programme National de Nutrition (PRONANUT) ont mené des visites de suivi.
- Selon le Bulletin de Surveillance Nutritionnelle Sécurité Alimentaire et Alerte Précoce (SNSAP) du deuxième trimestre 2017, 13 zones de santé sur les 93 ayant rapporté les données dans la région du Kasai sont en alerte nutritionnelle, soit 13,9 pourcent. La proportion des zones de santé en alerte sur l'ensemble des zones du pays est de 6 pourcent. Les provinces du Kasai Central et du Kasai Oriental font partie des quatre provinces le plus touchées (les deux autres provinces sont celles du Kwilu et de la Tshopo).

4 513

enfants sévèrement malnutris ciblés pour une prise en charge nutritionnelle (selon l'Appel Eclair)

Protection

- Dans la province du Kasai, à Tshikapa, l'ONG OXFAM mène des activités de prise en charge de 70 enfants blessés (dont 20 filles) dans 4 structures sanitaires ; l'accompagnement psychosocial pour 1 468 enfants (dont 531 filles) ; la formation de 39 volontaires communautaires sur les standards minimum de protection des enfants en situation d'urgence ; et la participation de 3 519 enfants aux activités sportives, éducatives et récréatives dans les espaces de jeux.



Les enfants non accompagnés jouant au football avec les enfants autochtones dans le cadre des activités récréatives à Tshikapa. © OCHA – Joseph Mankamba

- Au total, huit organisations locales mènent des activités en protection dans la province du Kasai, mais avec des moyens financiers et humains très limités, selon le cluster protection. Les activités incluent l'identification des personnes déplacées, la sensibilisation sur les violences basées sur le genre, la prise en charge des enfants déplacés dans des espaces de jour, l'assistance légale et le suivi dans les prisons, ainsi que la prise en charge psychosociale des personnes déplacées. Une organisation internationale prend en charge les questions de santé mentale et rééducation des personnes déplacées

Protection de l'enfant

- Au vu des centaines d'écoles attaquées par les parties au conflit dans l'espace Kasai et en vue de la préparation à la rentrée scolaire, le Groupe de Travail sur la Protection de l'Enfant (GTPE) a sollicité le Groupe de Travail Lutte Anti-Mines pour une évaluation des risques et la décontamination éventuelle des écoles et sites à risque. Le service de la lutte anti-mines des Nations Unies (UNMAS) ayant mené dans la région un programme de déminage qui s'est terminé au début de l'année 2017 et les armes utilisées dans le cadre du conflit ayant été des calibres légers, le risque sur les communautés, élèves et enseignants est jugé faible.

408 047

Personnes ciblées par l'assistance en protection (selon l'Appel Eclair)

Toutefois, UNMAS et l'autorité gouvernementale - à travers le Centre Congolais de Lutte Anti-Mines (CCLAM) - envisagent de mener des activités de sensibilisation et de formation des acteurs de protection et de l'éducation sur les risques liés aux mines, restes explosifs de guerre et munitions d'armes légères et petit calibre avant la rentrée scolaire.

Violences Basées sur le Genre (VBG)

- Au total, 1 429 survivants des violences basées sur le genre ont reçu une prise en charge multisectorielle depuis le début de la crise dans la région du Kasai en août 2016, selon le sous-cluster VBG.
- Dans la province du Kasai Oriental, l'ONG CARE International a lancé des activités dans le cadre d'un projet, sur fonds propres, pour la prise en charge holistique de survivantes de violences sexuelles et sur la santé sexuelle et reproductive. Dans ce cadre, l'ONG a renforcé les capacités des prestataires de soins dans les trois zones de santé de Kabeya Kamuanga (13 aires de santé), Miabi (12 aires de santé) et Tshilundu (13 aires de santé). Parallèlement, des relais communautaires sont formés sur la mobilisation sociale, la sensibilisation sur la lutte et prévention des violences sexuelles et violences basées sur le genre, dans les mêmes aires de santé des zones de santé de Kabeya Kamuanga et Tshilundu. Ces formations complètent celles assurées par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) dans d'autres aires de santé. Après le renforcement des capacités des structures sanitaires dans la prise en charge des victimes de violences sexuelles, des kits PEP (Prophylaxie Post Exposition) seront pré-positionnés dans ces différentes zones.
- Le sous-cluster VBG provincial dans le Kasai Central a tenu sa première réunion hebdomadaire à Kananga le 10 août. Les termes de référence sont en cours de finalisation et un appel à candidature sera lancé pour la co-facilitation et la mise en place des sous-clusters dans les provinces du Kasai et du Kasai Oriental.



Sécurité alimentaire



Vue partielle des plantations maraîchères fournies par la FAO à Tshikapa dans la province du Kasai. © OCHA – Joseph Mankamba

- La FAO vient de lancer le projet d'urgence « Sphera » d'un montant de 500 000 dollars américains, afin de stimuler la production agricole d'urgence des ménages vulnérables et autres déplacés en plus de familles d'accueil. Ce projet cible plus de 25 000 personnes.

330 354

Personnes ciblées par l'assistance en sécurité alimentaire
(selon l'Appel Eclair)



Logistique

- Le cluster logistique a formé le personnel d'une douzaine d'organisations à Kananga (province du Kasai Central), sur les techniques de collecte de données à l'aide de GPS. Cette formation a fourni aux partenaires les compétences techniques de base afin de collecter des informations géographiques liées aux contraintes d'accès physique - en plus grand nombre et en meilleure qualité - de les cartographier et de les partager.
- Les cartes des contraintes d'accès et les cartes du plan logistique général produites par le cluster logistique sont systématiquement partagées avec les partenaires (les cartes sont disponibles sur www.logcluster.org/ops/drc). Au mois de juillet 2017, près de 105 cartes ont été imprimées et distribuées aux partenaires à Kananga (province du Kasai Central) et Tshikapa (province du Kasai).
- Dans le cadre de mise en place de l'espace d'entreposage, 960 mètres carrés d'espace de stockage opérationnel sont mis à disposition de tous les partenaires à Kananga et 640 mètres carrés à Tshikapa. Le personnel du cluster est présent à Kananga pour gérer la plateforme et fournir une assistance technique aux partenaires.

Concernant les moyens de transport, 4 camions 6x6 tout-terrain sont déjà opérationnels, afin d'augmenter la capacité de transport local à Kananga et à Tshikapa.

Coordination générale

A Kinshasa, les réunions de coordination inter agences se poursuivent. Lors de la dernière réunion du 4 août, les participants ont fait quelques recommandations aux acteurs humanitaires, notamment

- Mener des missions « Go and Deliver » plutôt que « Go and See » ;
- Partager les principales recommandations et chiffres clés des évaluations, pour permettre la prise en compte rapide des besoins et gaps ;
- Lever les contraintes concernant la circulation sur les axes, qui limitent les interventions humanitaires en dehors des centres urbains ;
- Dans le cadre des missions d'évaluations et de positionnement, assurer une prise contact et un partage d'information avec les autorités locales (Ministre des affaires humanitaires provincial etc.)
- Prendre contact avec OCHA sur le terrain pour assurer une inclusion dans le système de coordination ;
- Mettre à profit les listes déjà disponibles dans les zones ayant bénéficié d'exercice de profilage, notamment par ADSSE/HCR.

Sur le terrain, OCHA poursuit ses efforts de renforcement de la coordination, et de collecte et partage d'information. Deux nouveaux staffs ont été déployés sur le terrain : une chargée des affaires humanitaires basée à Tshikapa (province du Kasai) et un chargé de l'information publique basé à Kananga (province du Kasai Central). Le recrutement se poursuit pour un staff permanent à Mbuji-Mayi (province du Kasai Oriental). De même, plusieurs autres partenaires comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM), UNFPA, et UNHCR sont en train de déployer du personnel. Par ailleurs, un document cadre sur les mécanismes de coordination dans la région du Kasai est en cours de finalisation par l'Inter Cluster National afin de mieux informer les partenaires et d'harmoniser le fonctionnement de ces mécanismes.

Contexte de la crise :

L'urgence complexe dans la région du Kasai a débuté à Tshimbulu (Kasai Central) avec le soulèvement violent d'une milice locale (Kamuina Nsapu), le 8 août 2016. Depuis lors, cette crise s'est étendue aux Provinces du Kasai et Kasai Oriental, avec des attaques répétées des miliciens contre des symboles du pouvoir central ainsi que des affrontements entre eux et les forces de sécurité nationales. La détérioration du conflit s'est traduite par des actes violents indiscriminés de plus en plus nombreux à l'égard des populations civiles, de la part de toutes les parties au conflit. Cette crise se traduit aussi par une exacerbation des tensions intercommunautaires préexistantes entre les multiples ethnies de la zone, en lien avec le redécoupage territorial, l'effritement des systèmes de médiation traditionnelle et des structures gérées par le pouvoir coutumier ainsi que la manifestation locale des rivalités politiques au niveau national. La coexistence pacifique est mise à mal entre d'une part les communautés perçues comme soutenant les miliciens et d'autre part celles accusées de soutenir le gouvernement. Cette situation entraîne de multiples déplacements internes de population dans les différentes provinces susnommées ainsi que vers les provinces du Lualaba, du Haut-Lomami, de la Lomami, du Sankuru et du Kwilu. Cette crise génère des besoins humanitaires importants en matière d'assistance multisectorielle d'urgence et en protection. Face à cette situation, les priorités stratégiques de la communauté humanitaire sont les suivantes : (i) renforcer la visibilité des besoins sur l'ensemble du territoire concerné ; (ii) établir une stratégie d'intervention commune et mobiliser l'attention, la capacité et les ressources à l'échelle nationale et internationale ; (iii) améliorer l'accès aux communautés les plus vulnérables en surmontant les contraintes physiques et sécuritaires ; (iv) s'accorder sur une stratégie de sensibilisation communautaire et de communication destinée aux groupes armés afin de faciliter l'acceptation de l'aide humanitaire et (v) assurer une coordination adéquate entre les acteurs humanitaires et ceux de développement et de stabilisation.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dan Schreiber, Chef de la section Coordination, schreiberd@un.org, Tél. +243 81 706 1204
Benedetta Di Cintio, Responsable de l'unité Cycle de Programmation Humanitaire, dicinitio@un.org, Tél. +243 81 706 1212
Mayanne Munan, Responsable de l'unité Analyse stratégique et plaidoyer, munan@un.org, Tél. +243 81 988 9147
Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur, www.unocha.org ou www.reliefweb.int.

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à : kasendue@un.org